

Règlement de visite du Centre Pompidou

ARTICLE 1er

Le présent règlement est applicable aux visiteurs du Centre ainsi qu'aux personnes et aux groupes autorisés à occuper temporairement des locaux pour des réunions, réceptions ou manifestations diverses. Les locaux des Départements associés au Centre Pompidou (Bibliothèque publique d'information et Ircam) peuvent être dotés de règlements intérieurs particuliers, dont les dispositions complètent alors celles du présent règlement.

Accès au Centre

ARTICLE 2

Le Centre est ouvert tous les jours de la semaine de 11h à 22h, sauf le mardi, jour de fermeture hebdomadaire. Dans cette amplitude horaire générale, les horaires des principales activités offertes par le Centre sont les suivants :

Musée national d'art moderne et expositions : de 11 heures à 21 heures.
BPI : de 12 h à 22 h en semaine, de 11h à 22 h le week-end.

Le Centre est ouvert au public les jours fériés, sauf le 1er mai.

La fermeture du Centre au public peut être décidée dans des cas exceptionnels qui sont précisés chaque année dans le calendrier d'activité de l'établissement.

Chaque soir, les mesures d'évacuation des locaux commencent environ dix minutes avant la fermeture.

Des nocturnes, régulières ou exceptionnelles, peuvent être organisées par l'établissement. Les caisses ne délivrent plus de billets une heure avant la fermeture au public du Musée et des expositions.

Certaines manifestations peuvent également se prolonger au-delà de 22 h. Dans ce cas des dispositions particulières sont prises pour l'évacuation des spectateurs.

ARTICLE 3

L'accès au forum du Centre et à la Bibliothèque publique d'information est libre et gratuit.

L'accès aux activités présentées aux niveaux 4, 5, 6 est soumis à un régime tarifaire ainsi que l'accès à la galerie du niveau 1 sud. L'accès des salles situées au niveau -1 ainsi qu'à la salle de cinéma 1 peut être soumis à une tarification.

En fonction de la capacité publique fixée pour ces espaces par la Commission de Sécurité de la Préfecture de Police de Paris, des files d'attente peuvent être organisées à la diligence des services de sécurité du Centre.

Les tarifs en vigueur pour les titres d'accès font l'objet d'une décision du Président de l'établissement et d'un affichage au public.

Des contrôles inopinés des titres d'accès peuvent être opérés à l'intérieur de ces espaces et de ces salles.

ARTICLE 4

Les fauteuils roulants des personnes malades ou handicapées sont admis dans le Centre, exception faite de ceux fonctionnant à l'aide de carburant inflammable.

Les voitures d'enfants sont admises si leur modèle ne présente pas de danger pour les autres visiteurs, pour les oeuvres exposées et pour les aménagements. Des voitures d'enfants d'un modèle agréé sont mises à la disposition du public à l'entrée du Musée national d'art moderne.

Le Centre décline toute responsabilité pour les dommages éventuellement causés par les fauteuils roulants et voitures d'enfants aux tiers ou à leur propres occupants.

Tout autre moyen de transport ou de locomotion est interdit dans l'enceinte de l'établissement.

ARTICLE 5

Il est interdit d'introduire dans l'établissement :

- armes et munitions de toutes catégories
- substances explosives, inflammables ou volatiles ; produits, substances illicites ;
- objets dangereux, lourds, encombrants, susceptibles de provoquer une quelconque nuisance pour les autres visiteurs, ou de présenter un danger pour les oeuvres exposées ;
- oeuvres d'art, sauf autorisation expresse du Président ou de ses représentants ayant reçu délégation ;
- animaux, sauf les chiens guides de non-voyants.

Vestiaires

ARTICLE 6

L'accès aux collections permanentes du Musée et aux expositions temporaires n'est pas autorisé aux visiteurs porteurs :

- de cannes, parapluies et de tous objets tranchants ou contondants ; les cannes munies d'un embout sont toutefois autorisées pour les personnes âgées ou infirmes ;
- de valises, sacs à dos, porte-bébé dorsaux, sacs à provisions, casques de motocyclistes et autres sacs et bagages de grande dimension ;
- de pieds ou de flashes pour caméras et appareils photo ;
- de reproductions et moulages d'œuvres d'art.

Pour certaines expositions, la direction du Centre se réserve la possibilité d'interdire l'introduction de toute caméra ou appareil photographique.

ARTICLE 7

Des vestiaires ou consignes sont à la disposition des visiteurs du Centre à divers niveaux pour leur permettre de déposer les objets et effets qui les encombrant ou ceux dont l'introduction n'est pas autorisée dans les espaces d'expositions.

Les visiteurs individuels sont invités à déposer dans le vestiaire central situé au niveau 0 ces objets ainsi que ceux visés à l'article 6.

Les visiteurs en groupes sont priés d'utiliser le vestiaire des groupes situé dans l'espace qui leur est réservé, au niveau 0.

ARTICLE 8

Les préposés au service des vestiaires reçoivent les dépôts dans la limite de la capacité des vestiaires et peuvent refuser ceux dont la présence ne serait pas compatible avec la sécurité ou la bonne tenue de l'établissement.

En cas de dépôt suspect, les visiteurs peuvent être invités à ouvrir leurs effets.

ARTICLE 9

Le dépôt d'effets aux vestiaires est gratuit sur présentation d'un titre d'accès à une des manifestations. Des tickets numérotés sont remis aux déposants ; en cas de perte de ces tickets les usagers ne peuvent

prétendre récupérer les objets déposés avant la fermeture du vestiaire.

Le Centre est dégagé de toute responsabilité en cas de disparition ou de détérioration des objets déposés ; celle-ci incombe à la société chargée de l'exploitation des vestiaires.

ARTICLE 10

Les effets et objets non retirés sont conservés par la société chargée de l'exploitation des vestiaires. Dans les deux jours qui suivent, ils peuvent être réclamés au vestiaire où ils ont été déposés ; passé ce délai, ils devront être réclamés au siège de la société (dont l'adresse est affichée au vestiaire central situé au niveau 0).

Comportement général des visiteurs

ARTICLE 11

D'une manière générale, il est demandé aux visiteurs de respecter les consignes de sécurité et d'éviter d'apporter, par leur attitude, leur tenue ou leur propos, quelque trouble que ce soit au bon déroulement des manifestations et de leur visite ou une gêne de nature quelconque à leur entourage.

ARTICLE 12

En particulier, il est interdit :

- de pénétrer dans le Centre en état d'ébriété
- de fumer dans le Centre, sauf dans les espaces fumeurs autorisés des espaces de restauration (selon l'application du décret Anti-tabac n°92478 du 29 mai 1992) ;
- de franchir les dispositifs destinés à contenir le public, et, sauf en cas de sinistre, d'utiliser les sorties de secours et d'emprunter les escaliers de secours
- de toucher aux œuvres et aux décors, de s'appuyer sur les vitrines, socles et autres éléments de présentation ;
- d'apposer des graffitis, affiches, marques de salissures
- de jeter à terre des papiers ou détritiques et notamment la gomme à mâcher ;
- de manger ou boire hors des espaces prévus à cet effet
- de procéder à des quêtes, de se livrer à tout commerce, publicité ou propagande, de distribuer des tracts de toute nature
- d'avoir à l'égard du personnel et des autres visiteurs un comportement (propos, tenue, geste ou attitude) tapageur, insultant, violent, agressif, indécent

- de gêner les autres visiteurs par toute manifestation bruyante, notamment par l'écoute d'appareils de radio ou de baladeurs
- d'utiliser les espaces et les équipements d'une manière non conforme à leur destination.

L'usage du téléphone portable est interdit dans le musée, les galeries d'exposition, les salles de spectacle, de cinéma, de débats ainsi qu'à la BPI. Les visiteurs sont vivement incités à désactiver leur téléphone dans toutes les situations où il peut nuire au public ou aux activités. Par ailleurs, les pratiques culturelles et religieuses sont interdites dans l'établissement, ainsi que tous les actes de prosélytisme politique.

ARTICLE 13

Dans l'intérêt général, les visiteurs sont tenus de déférer aux injonctions qui leur sont adressés par le personnel du Centre pour des motifs de santé ou de sécurité.

ARTICLE 14

Le non-respect des prescriptions du présent titre expose les contrevenants à l'expulsion de l'établissement et, le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

Dispositions particulières relatives aux groupes

ARTICLE 15

Les visites de groupes peuvent s'effectuer aux horaires prévues à l'article 2, ou en dehors de ces horaires selon les modalités arrêtées par l'établissement.

Elles s'effectuent en la présence constante d'un responsable, membre du groupe qui fait respecter les prescriptions du présent règlement. Le conférencier mis éventuellement à la disposition du groupe ne peut, en aucun cas, dispenser la présence de ce responsable.

ARTICLE 16

Dans les espaces d'exposition, l'effectif de chaque groupe ne peut excéder 30 personnes.

ARTICLE 17

Les visites de groupes s'effectuent sous la conduite de personnes habilitées et dûment autorisées à cet effet. Dans l'intérêt du public, le Centre se réserve le droit d'intervenir à l'encontre des accompagnateurs qui ne présenteraient pas ces garanties.

ARTICLE 18

Les visites de groupes qui ont lieu pendant les heures d'ouverture du Centre ne doivent apporter aucune gêne aux autres visiteurs et, à cet effet, les groupes peuvent être fractionnés. Pour l'accès des groupes au musée et aux galeries d'expositions, une inscription préalable est nécessaire.

Prises de vues, enregistrement et copies

ARTICLE 19

Les prises de vue, films et enregistrements sonores, sont interdits dans les espaces du musée, d'exposition et spectacle à l'exception de ceux qui auront fait l'objet d'une autorisation écrite du Président du Centre ou des agents habilités par lui ; il en va de même pour les installations ou équipements techniques du bâtiment.

Une tolérance est accordée pour les amateurs qui souhaitent photographier des œuvres, sous réserve que ne soient utilisés ni flash ni pied. Cependant, les œuvres signalées par un point rouge ne peuvent en aucun cas être photographiées ou filmées.

ARTICLE 20

L'exécution de reproductions ou copies d'œuvres d'art et de documents exposés est soumise à autorisation de la direction du Centre ou du chef de Département concerné. Les bénéficiaires de ces autorisations sont tenus de se conformer à la réglementation en ce qui concerne notamment, la protection des œuvres le bon ordre et les droits éventuels de reproduction.

Sécurité des personnes, des œuvres et du bâtiment

ARTICLE 21

Les visiteurs s'abstiennent de tout acte susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens. Tout accident ou événement anormal est immédiatement signalé à un agent de sécurité.

ARTICLE 22

Si l'évacuation du bâtiment est rendue nécessaire, il y est procédé dans l'ordre et la discipline sous la conduite du personnel de sécurité et des responsables d'évacuation, conformément aux consignes reçues par ces derniers.

ARTICLE 23

En cas d'accident ou de malaise, il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours.

Si, parmi les visiteurs, un médecin, un infirmier ou un secouriste intervient, il demeure auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à l'évacuation ; il est invité à laisser son nom et son adresse à l'agent de sécurité présent sur les lieux.

ARTICLE 24

Tout enfant égaré est conduit à la banque d'information générale, au niveau 0 du Centre. Le cas échéant, et en tout état de cause après la fermeture du Centre, l'enfant égaré est confié au Commissariat de Police du IVème arrondissement.

ARTICLE 25

Les objets trouvés doivent être remis à un membre du personnel pour être déposé au bureau des objets trouvés associé au vestiaire central situé au niveau 0. Ils y sont tenus à la disposition de leurs propriétaires durant 48 heures. Passé ce délai ils sont remis, selon le cas, au Commissariat de Police ou au bureau central des objets trouvés de la Préfecture de Police.

ARTICLE 26

Aucune œuvre exposée ne pouvant être enlevée ou déplacée en présence du public pendant les heures d'ouverture du Centre, tout visiteur qui serait témoin de l'enlèvement d'une œuvre est habilité à donner l'alerte.

Conformément à l'article R 642-1 du nouveau code pénal, chacun est tenu de prêter main forte au personnel du Centre lorsque le concours des visiteurs est requis par l'autorité administrative compétente.

ARTICLE 27

En cas de tentative de vol dans le Centre, des dispositions d'alerte peuvent être prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties.

ARTICLE 28

Un système de vidéosurveillance sous la responsabilité du chef du service de la sécurité est installé dans les différents espaces ouverts au public, dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Cette installation est régie par une autorisation préfectorale (loi du 21 janvier 1995 – article 10.2)

ARTICLE 29

En cas d'affluence excessive, de troubles, de grèves et de toute situation de nature à compromettre la sécurité

des personnes ou des biens, il peut être procédé à la fermeture totale ou partielle du Centre ou à la modification des horaires d'ouverture.

Le Président prend toute mesure imposée par les circonstances.

Juillet 1999